

DURABILITE DE LA CHAINE DE PRODUCTION : MESURE DES CAPACITES DE LECTURE ET DE CALCUL DES ENFANTS, DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES DANS LES ZONES DE PRODUCTION DE CACAO EN COTE D'IVOIRE.

Hugues Kouadio¹

¹ ENSEA, Abidjan ; *hkouadio@ensea.ed.ci*

Résumé : En vue d'assurer la durabilité dans la chaîne de production du cacao en Côte d'Ivoire, diverses organisations dont des entreprises du secteur du cacao interviennent, par le biais d'ONG, dans les zones de production du cacao pour l'amélioration l'autonomisation des femmes ; l'amélioration de l'éducation, la formation professionnelle des jeunes avec pour objectif ultime l'amélioration des conditions de vie des populations productrices de cacao. Quelle est la situation des indicateurs associés ? La présente étude a apporté une réponse à cette question à travers la combinaison d'une enquête par sondage et des entretiens qualitatifs auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires des appuis et selon les catégories de populations éligibles. Il ressort les principaux résultats suivants :

- les conditions de vie dans les communautés se rapprochent de la situation nationale. Le taux de pauvreté monétaire est de 42% avec une ampleur plus importante au sein des ménages de grande taille,
- Les compétences en français et en mathématique des enfants sont moyennes et celles des femmes adultes sont faible.
- Le phénomène du travail des enfants est bien présent dans les zones étudiées. Dans ces communautés, trois enfants sur cinq se consacrent entièrement à leurs études pendant qu'un enfant sur six travaille.
- La majorité des femmes participent aux activités de production et particulièrement la culture du cacao, les cultures vivrières et les AGR. Cependant, l'autonomisation des femmes n'est pas très manifeste.

Mots-clés. cacao, éducation, autonomisation des femmes, pauvreté, condition de vie

Abstract : In order to ensure sustainability in the cocoa production chain in Côte d'Ivoire, various organizations, including cocoa companies, intervene, through NGOs, in cocoa production areas to improve women's empowerment; education, the vocational training of young people with the ultimate objective of improving the living conditions of cocoa-producing populations. What is the status of the associated indicators? The present study provided an answer to this question through the combination of a sample survey and qualitative interviews with beneficiaries and non-beneficiaries of support. The main results are as follows:

- the living conditions in the communities are getting closer to the national situation. The income poverty rate is 42%, with a greater magnitude among large households,

- The French and mathematical skills of children are average and those of adult women are weak.
- The phenomenon of child labor is present in the areas studied. In these communities, three out of five children are fully engaged in their studies while one in six children is working.
- The majority of women participate in production activities, particularly cocoa farming, food crops and IGAs. However, the empowerment of women is not very obvious.

Keywords. cocoa, education, women's empowerment, poverty, living conditions.

1. Introduction

Divers rapports sur l'éducation dont le Rapport d'Etat sur le Système Educatif National (RESEN 2014, PASEC 2016), montrent, outre que le système éducatif doit être amélioré dans son ensemble, que les véritables défis de l'enseignement de base universel pour la Côte d'Ivoire se situent dans sa capacité à cibler et à toucher davantage les enfants des milieux ruraux, de certaines régions administratives comme le Nord, le Nord-ouest et le Centre-ouest, et les familles pauvres.

Aussi, la situation des femmes constitue-t-elle un défi. En effet, selon le rapport African Gender Equality de la Banque Africaine de Développement (AfDB, 2015) sur l'autonomisation des femmes, l'indice d'égalité du genre est faible en Côte d'Ivoire comparé à l'ensemble des pays Africain. Cette inégalité entre homme et femme en Côte d'Ivoire est plus prononcée de façon décroissante dans les dimensions « opportunité économique », « lois et institutions », et « développement humain ».

Ces défis aussi bien de l'éducation de base que de la situation des femmes en Côte d'Ivoire se posent certainement de manière plus prononcée dans les communautés productrices de cacao, culture pour laquelle la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial.

C'est donc dans ce contexte que les entreprises du secteur du cacao, en se basant sur des diagnostics existants (Banque Mondiale 2011, MEN 2014, Aos et al. 2004 ; Anderson, M. B. (1988).) et en relation avec des organisations de la société civile entreprennent d'assurer un développement durable dans les zones productrices de cacao grâce à une éducation de qualité avec pour objectif d'une part l'amélioration des conditions de vie des populations, de l'éducation des femmes et des jeunes et d'autre part de lutter contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire.

Les activités prévues comprennent entre autre une offre d'éducation de qualité dans les communautés de culture du cacao. Ces activités s'organisent autour de trois thématiques principales que sont : l'éducation, l'autonomisation des femmes et le travail des enfants. En particulier, l'intervention consiste à organiser (1) des cours d'appui aux enfants en risque d'échec et ceux en dehors du système scolaire et des cours de base de lecture ; (2) une formation professionnelle de jeunes ; et (3) des cours de base de lecture, en calcul et en finance fonctionnel pour des femmes (> 15 ans).

La situation de référence des populations cible a été déterminée à partir d'une enquête statistique par sondage et des entretiens qualitatifs avec les populations bénéficiaires et non bénéficiaires. La taille de l'échantillon a été déterminée, avec une précision au seuil de confiance 95% et des scénarios de changements¹, en se basant sur les informations suivante : la taille totale des bénéficiaires, le score moyen obtenu aux tests de capacité de lecture/écriture et calcul dans l'étude du PASEC (2016) en Côte d'Ivoire.

La collecte auprès des bénéficiaires a été faite sur un échantillon de communautés constitué par un sondage stratifié selon la localité et selon les activités mises en œuvre. Dans chaque strate, les

¹ Trois scénarios de changement de score dans le groupe des bénéficiaires : 5%, 10% et 20%.

bénéficiaires objets de la collecte des données ont été sélectionnés de façon aléatoire dans la liste des bénéficiaires.

Un groupe de non bénéficiaires a été considéré dans les localités bénéficiaires et non bénéficiaires des interventions tout en prenant en compte les probables effets de contamination des formations reçues. En effet, les non bénéficiaires ont été sélectionnés d'une part dans les mêmes localités que les bénéficiaires et d'autre part dans des localités situées dans la même préfecture que les localités où se trouvent les bénéficiaires. Cette procédure permet en partie de prendre en compte de probables effets de contamination. Des interviews de type qualitatif à savoir des focus group ou des entretiens individuels ont été organisés avec les directeurs d'école, les femmes et les jeunes afin d'approfondir certaines thématiques abordées. Ils ont permis d'obtenir la représentation sociale que se font les communautés des phénomènes étudiés. A l'issue de la collecte, 2 291 interviews ont été réalisés dans l'ensemble, ce qui correspond approximativement à un taux de réponse global de 92%.

Il ressort les principaux résultats suivants : (1) les conditions de vie dans les communautés se rapprochent de la situation nationale. Le taux de pauvreté monétaire est de 42% avec une ampleur plus importante au sein des ménages de grande taille ; (2) les compétences en français et en mathématique des enfants sont moyennes et celles des femmes adultes sont faibles ; (3) le phénomène du travail des enfants est bien présent, avec une faible ampleur, dans les zones étudiées. Dans ces communautés, trois enfants sur cinq se consacrent entièrement à leurs études pendant qu'un enfant sur six travaille ; (4) la majorité des femmes participent aux activités de production et particulièrement la culture du cacao, les cultures vivrières et les activités génératrices de revenu. Cependant, l'autonomisation des femmes n'est pas très manifeste.

Le reste du papier est structuré de la manière suivante : la section 2 décrit la communauté à l'étude, les interventions des entreprises du chocolat pour un développement durable de la communauté, la méthode de sondage et l'organisation de la collecte de données. La section 3 présente les principaux indicateurs calculés et résultats de l'étude tandis la section 4 est consacré à la conclusion.

2. Les appuis apportées et la stratégie de collecte de données pour la mesure de la situation de la communauté cible.

Cette section décrit la communauté objet de l'étude, les appuis des entreprises pour l'amélioration du niveau de vie des communautés et la stratégie mise en œuvre pour la collecte des données en vue de mesurer la situation de vie des bénéficiaires de l'appui.

2.1. Les communautés et les appuis reçus des entreprises du secteur du cacao

La zone d'étude est constituée des zones de production du cacao en Côte d'Ivoire partant d'Est en Ouest de la Côte d'Ivoire c'est-à-dire l'ensemble des boucles du cacao (Kouadio et Desdoigts 2012). La population est constituée de migrants et d'autochtone. Les migrants sont de deux catégories : des migrants internes à la Côte d'Ivoire quittant les autres zones, notamment le centre, et des populations non ivoiriennes venus s'installer en vue de profiter des terres propices à la culture du cacao (Babo, 2010). La population est en majorité jeune avec un rapport de masculinité de 104.

C'est dans cette zone et auprès des populations productrices de cacao que les entreprises de chocolat ont entrepris de développer un programme visant à accélérer la durabilité dans la chaîne de production du Cacao en Côte d'Ivoire et à améliorer les conditions de vie des cultivateurs de cacao, en mettant fortement l'accent sur l'augmentation de la productivité et du revenu des cultivateurs. En particulier, l'appui mis en œuvre par des ONG porte sur l'éducation, l'autonomisation des femmes et le travail des enfants. L'opérationnalisation se fait à travers (1) des cours d'appui aux enfants en risque d'échec et ceux en dehors du système scolaire et des cours de base de lecture ; (2) la formation professionnelle de

jeunes déscolarisés/non scolarisés et (3) l'organisation de cours de base de lecture, de calcul et de finance fonctionnelle pour des femmes.

Les cours d'appui aux enfants en risque d'échec et ceux en dehors du système scolaire et les cours de base de lecture sont organisés pour deux populations cibles : (i) les enfants scolarisés en risque d'échec, (ii) et les enfants en dehors du système (déscolarisé et non scolarisé).

Cette activité vise principalement à améliorer les capacités à lire, écrire et effectuer des calculs des deux catégories de populations. La 1ère première catégorie reçoit des cours d'appuis de la part d'éducateurs ruraux en vue d'améliorer la rétention dans le système formel. La 2nde catégorie reçoit également des cours d'appuis en vue de leur intégration ou réintégration dans le système formel. On s'attend d'une part à ce que les capacités de lecture, écriture et de calcul soient améliorées pour les bénéficiaires et d'autre part que l'activité d'appui aux enfants à risque d'échec contribue à augmenter le taux de succès au sein des enfants à risque d'échec dans les communautés de mise en œuvre des projets. Aussi, les appuis à l'endroit des enfants en dehors du système en vue de leur intégration devraient conduire à intégrer les enfants dans le système scolaire.

La formation professionnelle des jeunes vise à leur donner des aptitudes afin de, soit continuer l'activité dans laquelle ils exercent, soit se lancer dans de nouvelles activités. Cela devrait in fine conduire à améliorer le taux d'activité des jeunes ayant suivi la formation.

L'organisation de cours de base de lecture, en calcul et en finance fonctionnelle est destinée aux femmes membres de Groupements d'Intérêt Economique (GIE) ce qui devrait leur permettre de mieux communiquer (lire, écrire et calculer) et mieux gérer leurs activités génératrices de revenu. Une meilleure gestion de leurs activités ainsi que des compétences nouvelles devraient permettre aux femmes de pouvoir s'affirmer davantage dans la prise de décision concernant leurs activités, la gestion de leurs revenus, la prise de parole et la participation aux organisations et groupements. Tous ces aspects, in fine, devraient contribuer à l'augmentation du niveau d'influence des femmes sur les prises de décisions au sein du ménage et dans la communauté.

2.2. Échantillon et stratégie de collecte des données

La mesure des effets de ces interventions est obtenue à partir d'indicateurs dont les estimations sont calculées après la réalisation d'un sondage dans les populations bénéficiaires et non bénéficiaires. L'échantillon de l'étude est constitué de près d'une trentaine de communautés sélectionnées dans cinq grandes zones géographiques. Lorsqu'une communauté est retenue pour une activité, ce sont trente (30) bénéficiaires qui sont sélectionnés en son sein.

La taille de l'échantillon a été déterminée, avec une précision au seuil de confiance 95% et des scénarios de changements², en se basant sur les informations suivante : la taille totale des bénéficiaires, le score moyen obtenu aux tests de capacité de lecture/écriture et calcul dans l'étude du PASEC (2016) en Côte d'Ivoire, et des hypothèses sur les effets minimum detectable (MDE). La puissance du test à été fixé à 80% et l'hypothèse d'une répartition équiprobable entre les bénéficiaires et le groupe de contrôle a été faite. Ainsi, ce scénario a permis d'aboutir à une taille totale de 460 pour les enfants et de 271 pour les femmes (voir graphique 1 ci-dessous). Ces tailles sont destinées à détecter des améliorations de 10% de la variable d'intérêt chez les enfants et de 20% chez les femmes. Dans la population des femmes, la détermination de 10% de changement conduit à sensiblement une taille de 306. En tenant compte des possibilités d'attrition et des non réponses, la taille de l'échantillon est majorée d'environ 10%. Aussi, les possibilités de non adhésion totale conduisent à formuler une hypothèse d'un taux de

² Trois scénarios de changement de score dans le groupe des bénéficiaires : 5%, 10% et 20%.

participation de 80%, ce qui finalement permet d'obtenir un échantillon de taille 678 pour les enfants et de 360 pour les femmes (cf. tableau 1).

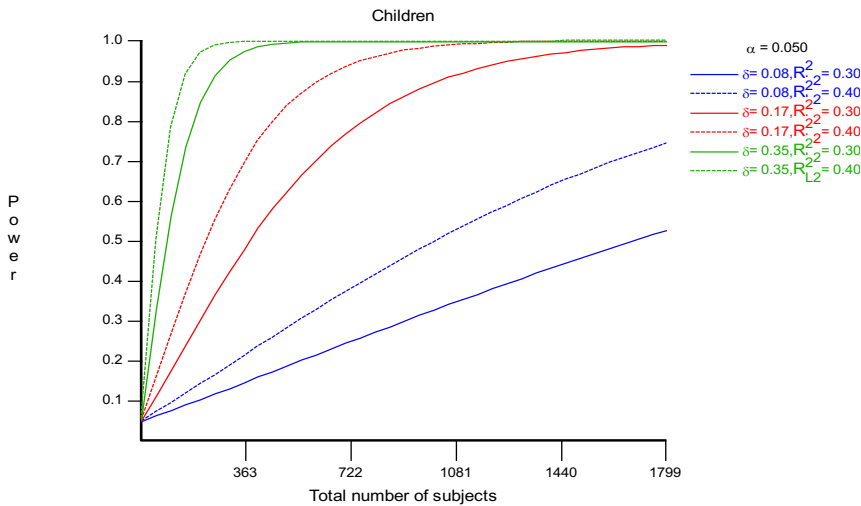


Figure 1 : Détermination de la taille de l'échantillon des enfants selon différents scénarios avec une précision pour $\alpha=0,05$ et différentes valeurs de la différence minimale détectable (δ) le carré de l'écart-type (R^2).

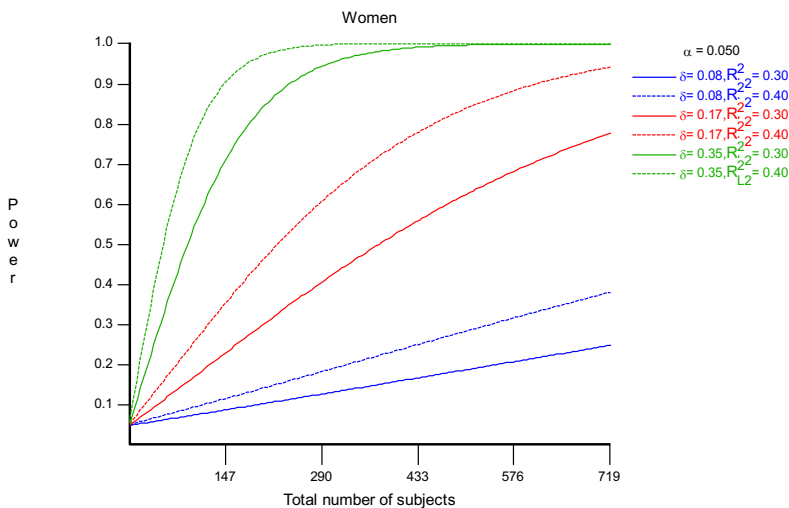


Figure 2 : Détermination de la taille de l'échantillon des femmes selon différents scénarios avec une précision pour $\alpha=0,05$ et différentes valeurs de la différence minimale détectable (δ) et le carré de l'écart-type (R^2).

Tableau 1 : taille de l'échantillon en fonction de l'intervention

Intervention	Ménages	
	Objectif	Réalisé
1) Formation d'éducateurs ruraux pour donner des cours d'appuis à des enfants (6-9 ans) en risque d'échec ou (2) à des enfants en dehors du système (9-13 ans) pour les réintégrer	678	620

Cours de base de lecture, en calcul et en finance fonctionnel pour les femmes (> 14 ans) participant dans des GIE (Groupement d'intérêt économique).	360	359
Cours de formation professionnelle pour des jeunes (14-17 ans) en dehors du système scolaire.	20	49
Pauvreté et qualité de vie des ménages	539	411

Source : enquête TRECC, ENSEA

La collecte auprès des bénéficiaires a été faite sur un échantillon de communautés selon un sondage stratifié. La stratification est faite selon la localité (préfecture) et selon les activités mises en œuvre. Les bénéficiaires objets de la collecte des données ont été sélectionnés de façon aléatoire dans la liste des bénéficiaires. (Le nombre de bénéficiaires par type de bénéficiaires et par communauté est indiqué dans le Tableau 13). Les non bénéficiaires ont été sélectionnés selon une procédure aléatoire pour servir de contrôle de l'intervention. Dans chacune des communautés non bénéficiaires, la collecte de données a débuté par une opération de recensement dans des ilots³ choisis de façon aléatoire. Cette opération a permis d'identifier les ménages au sein desquels il existe des enfants à risque d'échec, des enfants en dehors du système éducatif et des ménages avec des femmes membres de GIE.

La collecte des données s'est déroulée sur une période d'un mois du 08 décembre 2016 au 03 Janvier 2017. Elle a débuté par une phase pilote avec toutes les unités statistiques désignées pour cette étude. Ce pilote a concerné 09 enfants du CP1 et CP2 dont l'âge varie entre 06 et 8 ans, leurs ménages respectifs et le directeur de leur école, 03 jeunes de plus de 17 ans déscolarisés, une dizaine de femmes en activité agricole ou non et leur chef de ménage. Après cette phase pilote, un débriefing a permis de partager les expériences. Au total cinq équipes ont été formées pour la phase effective de terrain : trois équipes de 04 agents, d'une part, et deux équipes de 05 agents, d'autre part. Elles avaient pour objectifs approximativement 2 500 interviews réparties par catégories⁴.

A l'issue de la collecte, 2 291 interviews ont été réalisés dans l'ensemble, ce qui correspond approximativement à un taux de réponse global de 92%.

3. Analyse et résultats

3.1. Indicateurs

Trois principaux indicateurs ont été calculé à l'issue de la collecte de données. Il s'agit des indicateurs mesurant la compétence en lecture et calcul ; des indicateurs de pauvreté et des indicateurs d'autonomisation des femmes.

Un score a été calculé à l'issue du test proposé en mathématique et en français. Les items utilisés pour le calcul de ce score ont été soumis à l'alpha de Cronbach (Cronbach (1951) et Paul Dickes et al. (1994), cf. Annexe) pour la mesure d'une habilité et à un test de difficulté (PASEC, 2016) afin d'écarté les questions trop facile ou trop difficile pour l'échantillon d'analyse. (cf. Annexe) La pauvreté est mesurée par l'approche monétaire et par une approche multidimensionnelle (MPI, Sabina et al. 2015). L'approche monétaire a consisté à collecter les informations sur les dépenses des membres du ménage puis à comparer le montant des dépenses au seuil national de pauvreté.

³ L'ilot est l'unité géographique de base pour la statistique et la diffusion de résultats. En CI, il comprend un nombre limité d'habitat séparé par des voies ou des limites visibles.

⁴ Bénéficiaires et non bénéficiaires.

L'autonomisation est l'accroissement des capacités des personnes à faire des choix de vie stratégiques au sein de leur ménage et de leur communauté, surtout dans des contextes où cette capacité a été limitée. L'autonomisation est mesurée par un indice A-WEAI (cf. Feed the future, 2017 ; OPHI, 2012 ; Sen, G. et S. Batliwala, 2000).

Les analyses effectuées utilisent principalement les méthodes d'analyses descriptives uni-variée et multivariée. Des modèles de régression ont également été utilisés notamment dans la mise en œuvre de l'ancova. Aussi, pour confirmer des égalités, des tests statistiques (test de khi-deux, ancova, test d'égalité de proportion, etc.) ont été menés. Sauf mention contraire, tous ces tests ont été conduits au seuil de 5%.

3.2. Résultats et analyse

Les populations des communautés étudiées sont relativement jeunes à l'image des populations des pays en voie de développement avec un rapport de masculinité de 107. Cette population est essentiellement agricole (92%) avec un niveau d'instruction relativement bas (81% ont au plus le niveau primaire).

Le niveau de pauvreté de ces communautés a été estimé selon les approches monétaire et non monétaire. Du point de vue monétaire, ce sont environ 42% des ménages de ces communautés qui sont identifiés pauvres. Quant à la pauvreté non monétaire, le taux est encore plus important. En effet c'est un ménage sur deux qui est pauvre⁵ en condition de vie (cf. tableau 8 et 9).

Au niveau des enfants, les bénéficiaires et les non bénéficiaires ont des performances semblables que ce soit en français comme en mathématique avec un score moyen de 52 items sur 100 en français, 39 items sur 100 en mathématiques et 46 items sur 100 tous tests confondus (cf. tableau 4). Aussi, la proportion d'enfants en dessous du seuil jugé suffisant en français est approximativement de 35% tandis qu'elle serait approximativement de 65% en mathématique.

Au niveau des femmes, les compétences sont relativement plus faibles (cf. tableau 7). En effet, les femmes adultes ont réussi en moyenne 29 items sur 100 en français et en mathématiques. Les communautés sont donc caractérisées par une majorité d'adultes femmes ayant un faible niveau en mathématique et en français qui coexistent avec une minorité aux performances relativement élevées en français (cf figure 3).

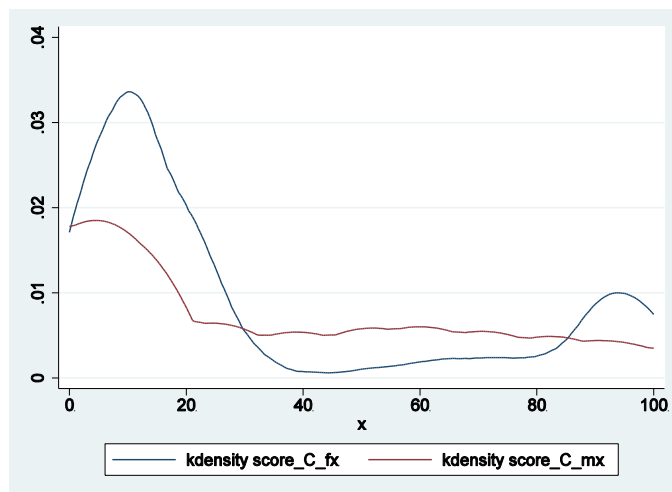


Figure 3 : Détermination des scores en Français et en Mathématique des femmes. Fx (en bleu) la densité des scores en français ; Mx (en rouge) la densité des scores en mathématique.

⁵ Il s'agit de la pauvreté au sens du MPI (Indice de pauvreté multidimensionnelle).

Le phénomène du travail des enfants est bien présent dans les zones étudiées. Dans les communautés étudiées, trois enfants sur cinq se consacrent entièrement à leurs études pendant qu'un enfant sur six, se dévoue totalement au travail.

Les ménages dont sont issus les enfants travailleurs sont pauvres monétairement et en condition de vie (Yacouba 2001). Cette pauvreté se caractérise, entre autres, par le niveau d'instruction relativement bas des chefs de ménage et de faibles capacités à lire, écrire et calculer. Aussi, plus de 68% de ces ménages ont un revenu mensuel estimé à environ 60 000 FCFA (91,5 euros), ce qui équivaut approximativement à 1 388 FCFA (2,12 euros) par jour. Ceci est accompagné d'un taux de pauvreté monétaire de 50% des ménages des enfants travailleurs.

La vulnérabilité économique avérée de l'ensemble des ménages accentue davantage le phénomène du travail des enfants et augmente principalement le nombre des enfants à risque d'échec scolaire. Les indices moyens de vulnérabilité indiquent globalement que les ménages à l'étude sont vulnérables économiquement, c'est-à-dire qu'ils présentent un risque de bien-être.

Les jeunes (14-17 ans) ont en majorité une activité. En effet, près de sept (7) jeunes sur dix ont une activité, que ce soit au sein des jeunes bénéficiaires ou non. Les activités dans lesquelles exercent les jeunes sont principalement : le commerce, la coiffure, la mécanique, la soudure et l'agriculture (cf. tableau 11).

La majorité des femmes participent aux activités de production et particulièrement les cultures de rente telles que le cacao, les cultures vivrières et les activités génératrices de revenu (AGR).

Cependant, elles sont peu impliquées quand il s'agit de prendre les décisions relatives aux cultures de rente. C'est ainsi qu'elles révèlent que leur degré de participation à la prise de décisions relative à ces cultures est faible. En outre, le capital productif de ces cultures appartient au chef de ménage. Et elles n'interviennent presque pas dans les affectations du revenu généré par ces cultures de rente.

Les AGR et les cultures vivrières sont les activités pour lesquelles les femmes enquêtées semblent avoir une certaine autonomie. En effet, la majorité soutient qu'elle participe à la prise de décisions relativement à la production de ces activités et leur degré d'intensité dans cette prise de décision est grand. Par ailleurs, le capital productif leur appartient et elles sont fortement impliquées dans les décisions relatives à l'utilisation des revenus de ces activités.

Concernant la gestion du revenu du ménage de manière générale, les femmes n'interviennent principalement que pour les dépenses alimentaires et dans une moindre mesure les dépenses de santé et d'éducation. Elles sont très peu mêlées aux décisions relatives à l'épargne et à l'investissement.

La situation est généralement similaire aussi bien chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires concernant la prise de décision de production et d'utilisation du revenu. Cependant, il existe une différence significative entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires concernant le leadership au sein des organisations. Ainsi, les bénéficiaires sont plus nombreuses à occuper des postes de responsabilité comparativement aux non bénéficiaires.

Toutes les composantes de l'indice d'autonomisation WEAI n'ont pu être utilisées compte tenu du fait que les bénéficiaires sont tirées de ménages enregistrant un homme adulte. Ainsi seulement la première composante est utilisée et le score d'autonomisation est de 0,63 et il n'existe pas de différence significative entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires (cf. tableau 12).

4. Conclusions

Le cacao est une des principales cultures d'exportation de la Côte d'Ivoire et une source importante de devise et de revenu pour le pays et pour tous les acteurs en particulier les communautés productrices. La culture du cacao en Côte d'Ivoire est faite par de multiples exploitants sous le modèle de micro exploitation. Assurer la durabilité du cacao suppose améliorer toute la chaîne de valeur mais surtout améliorer les conditions sociales et les conditions de vie des communautés productrices. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les grands groupes du secteur du cacao en Côte d'Ivoire à travers la mise en place de projets de développement durables dans les zones concernées.

Ce papier s'est attelé à estimer la situation de base des communautés objet de cet appui dans les différentes boucles du cacao en Côte d'Ivoire de l'Est à l'Ouest. Des techniques de sondage avec groupe témoins des interventions ont été mises en œuvre. La situation des communautés en terme de pauvreté monétaire et non monétaire est semblable à la situation nationale. Au moins 4 ménages sur dix de ces communautés sont pauvres ce qui laisse présager que la culture du cacao n'est pas un facteur de sortie de la pauvreté. En ce qui concerne les compétences en français et en mathématique, il apparaît un niveau relativement moyen des enfants et un niveau bas pour les femmes. La situation d'autonomisation des femmes n'est pas meilleure, seulement 41% des femmes ont été observées autonomes et ce dans en moyenne 6 dimensions sur 10. Les jeunes sont en générale (environ 70%) économiquement occupés en majorité dans des activités en tant qu'aides familiaux (plus de 50%). Il y a approximativement seulement 20% installés à leur propre compte.

Ces interventions prévues dans les communautés de producteurs de cacao constituent ainsi un espoir d'amélioration des conditions de vie pour une production durable du cacao. Au-delà de ces renforcements, une amélioration des infrastructures de transport et la connectivité de ces zones et communautés est plus que nécessaire pour l'amélioration des conditions de vie.

Bibliographie

AfDB (2015), *Africa Gender Equity Index 2015*, AfDB Abidjan

Anderson, M. B. (1988). *Improving access to schooling in third world: A review* (Bridge Research Report Series No. 1). Cambridge, MA: Harvard University.

Aos, S., Lieb, R., Mayfield, J., Miller, M. et Pennucci, A. (2004). *Benefits and costs of prevention and early intervention programs for youth*. Olympia, WA: Washington State Institute for Public Policy.

Babo A. (2010), Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire. *Alternatives Sud*, 17(2), 95-118.

Banque Mondiale (2011). *Le système éducatif de la Côte d'Ivoire – Comprendre les forces et les faiblesses du système pour identifier les bases d'une politique nouvelle et ambitieuse*. Washington, DC.

Feed the future (2017), *Women empowerment in Agriculture Index*, Brief note.

KOUADIO, Hugues & DESDOIGTS, Alain, 2012. "Déforestation, migrations, saturation et réformes foncières: La Côte d'Ivoire entre résilience rurale et litiges fonciers," *MPRA Paper 49938*, University Library of Munich, Germany.

Lee Cronbach (1951), «Coefficient alpha and the internal structure of tests », *Psychometrika*, vol. 16, no 3, p. 297-334.

Ministère de l'Éducation Nationale (2014a), *L'évaluation du rendement scolaire en mathématiques au CP2, CE2 et CM2*. Service National du Rendement Scolaire (actuellement Direction de la Veille et du Suivi des Programmes).

Ministère de l'Éducation Nationale (2014b). *Niveau de maîtrise de la lecture des élèves de première année de l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire*. Direction de la Veille et du Suivi des Programmes.

Ministère de l'Éducation Nationale (2014c). *Rapport d'analyse statistique 2013-2014*. Direction de la Planification, de l'Évaluation et des Statistiques, Sous-Direction des Statistiques et de l'Évaluation

OPHI (2012), *Women empowerment in Agriculture Index*, Brief note.

PASEC (2014), *Evaluation diagnostique de l'école primaire*, Rapport Nationale, Côte d'Ivoire.

PASEC (2016). *PASEC2014 – Performances du système éducatif ivoirien : Compétences et facteurs de réussite au primaire*. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

Paul Dienes et al. (1994), *La psychométrie : Théories et méthodes de la mesure en psychologie*, Paris, PUF, 1994 (ISBN 2-13-046040-2).

Sabina A. et al (2015), *Multidimensional Poverty Measurement and Analysis: Chapter 5 – The Alkire-Foster Counting Methodology*, OPHI WORKING PAPER NO. 86.

Sen, G. et S. Batliwala (2000) "Empowering women for reproductive rights" in H. Presser and G. Sen (eds) *Women's Empowerment and Demographic Processes*. New York : Oxford University Press.

Yacouba D. (2001), *Les déterminants du travail des enfants en Côte d'Ivoire*, *Documents de travail*, Groupe d'Economie du Développement de l'Université Montesquieu Bordeaux IV

Annexe

A.1. Mode de calcul des indicateurs

Indicateur de Cronbach

Notons, $\delta_{ij} = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ a une bonne réponse à la question } j \\ 0 & \text{si l'individu } i \text{ a une mauvaise réponse à la question } j \end{cases}$

alors la proportion de bonne réponse à la question j est donnée :

$$P_j = \frac{\sum_{i=1}^n \delta_{ij}}{n} \quad (1)$$

Et le score d'un individu à un ensemble de question dans une dimension (français ou mathématique) est donné par :

$$SC_i = \frac{\sum_{j=1}^J \delta_{ij}}{J} \quad (2)$$

La liste des variables considérées est celle des questionnaires « capacité de lecture/écriture ».

Indicateur de pauvreté

Notons, $\delta_i = \begin{cases} 1 & \text{si } i \text{ a une dépense par tête inférieure au seuil } s \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$

alors le taux de pauvreté est donné par :

$$P = \frac{\sum_{i=1}^n \delta_i}{n} \quad (3)$$

L'approche non monétaire vise à mesurer les conditions de vie des ménages. L'approche retenue dans cette étude est celle d'Alkire et Foster (2007, 2015). Elle se base sur le calcul d'un indicateur de pauvreté multidimensionnelle (IPM). L'IPM est composé de dix indicateurs répartis entre trois dimensions de base que sont : l'éducation, la santé et les conditions de vie. Les indicateurs nécessaires à son calcul sont :

Tableau 2: Dimension de la pauvreté multidimensionnelle

Dimension	Indicateurs	Est démuné si...	Poids
Education	Année de scolarisation	Aucun membre du ménage de 10 ans ou plus n'a complété 5 ans d'étude	1/6
	Fréquentation scolaire	Un enfant en âge scolaire ne va pas à l'école, ce jusqu'à où il peut terminer la classe 8	1/6
Santé	Mortalité infantile	Le ménage a connu un décès d'enfant au cours des 5 dernières années	1/6
	Nutrition ⁶	Un enfant ou un adulte du ménage, pour qui on dispose des informations nutritionnelles, est mal nourri	1/6
Condition de vie	Electricité	Le ménage n'a pas d'électricité courante (CIE)	1/18
	Sanitaire	Les sanitaires du ménage ne sont pas adéquats ou sont utilisés communément avec d'autres ménages	1/18
	Eau potable	Le ménage n'a pas accès à l'eau potable ou cet accès est à 30 mn ou plus à pied en aller-retour.	1/18
	Revêtement du sol	Le plancher du logement est fait de boue, bouse ou sable.	1/18
	Energie de cuisson	Le ménage utilise de la bouse, du bois ou du charbon comme combustible de cuisine.	1/18
	Biens d'équipement	Le ménage ne possède pas plus d'un des biens suivant : radio, télé, téléphone, vélo, moto, réfrigérateur, et n'a pas de voiture ou camion.	1/18

Source : ENSEA 2017

Le calcul de cet indice est fait en collectant des informations à partir de l'enquête ménage. En effet, les caractéristiques sociodémographiques des individus et du ménage permettent de calculer les indicateurs de la dimension éducation et condition de vie. Des informations sur la mortalité et la nutrition sont nécessaires pour la dimension santé. Mais, la dimension nutrition n'a pas été pris en compte dans le cadre de cette étude, ce qui pourrait conduire à une légère surestimation des conditions de vie des ménages.

Indicateur d'Autonomisation

⁶ Cette dimension n'a pas été prise en compte. Par conséquent, le poids a été révisé et vaut pour la mortalité infantile 1/3

L'autonomisation est l'accroissement des capacités des personnes à faire des choix de vie stratégiques au sein de leur ménage et de leur communauté, surtout dans des contextes où cette capacité a été limitée. L'autonomisation est mesurée par un indice A-WEAI (IFPRI). Cet indice a été lancé en 2012 et développé par l'USAID, l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI). Il est basé sur le même principe que l'IPM (indice de pauvreté multidimensionnelle) avec quelques spécificités. A la différence de l'IPM, il a deux composantes dont une est un indice de parité. Son caractère multidimensionnel et adapté au monde rural justifie son choix. Les composantes sont conçues pour être adaptées en fonction du pays et des cultures.

Cinq (05) dimensions d'autonomisation agricole sont retenues : Production (rôle des femmes dans la prise de décision au sein du ménage concernant la production), ressources (accès de la femme au capital productif), contrôle des revenus par les ménages, leadership et influence individuelle des femmes dans la communauté et allocation de temps pour les femmes.

A chacun de ces domaines sont associées des indicateurs et des pondérations en fonction de leur importance. Ces indicateurs permettent d'identifier les aspects dans lesquels la femme n'est pas autonomisée afin de guider les programmes et politiques nationaux. Le tableau suivant illustre davantage les pondérations utilisées.

Tableau 3: Domaines, indicateurs et poids de l'indice d'autonomisation des femmes dans l'Agriculture (WEAI)

Domaine	Indicateurs	Poids
Production	Contribution dans les décisions concernant les décisions agricoles	1/10
	Autonomisation dans la production	1/10
Ressources	Propriété des actifs	1/15
	Achats, ventes et transferts des actifs	1/15
	Accès à et décision concernant le crédit	1/15
Contrôle des revenus par les femmes	Contrôle sur l'utilisation des revenus	1/5
Leadership et influence individuelle des femmes dans la communauté	Adhésion à un groupe	1/10
	Prise de la parole en public	1/10
Allocation de temps pour les femmes	Charge de travail	1/10
	Temps libre	1/10

Sources : ENSEA

Critère de décision de l'autonomisation de la femme

Une fois l'indicateur calculé au niveau individuel, il faut se donner un seuil afin d'identifier les femmes « autonomes ». Le critère se détermine à partir du cumul des poids affectés à chacun des indicateurs. Ainsi, un individu qui a réalisé une adéquation dans plus de 80 % dans les facteurs pondérés est dit Autonome (Cf. méthodologie WEAI). Normalement, le WEAI a deux composantes : le SDE et un indice de la parité homme-femme (GPI). Dans le cadre de cette étude, il est fait l'hypothèse que l'homme est par excellence le chef de famille et jouit d'une autonomie naturelle et culturelle surtout en milieu rural. Il convient, par conséquent, de se focaliser sur l'autonomisation des

femmes en ayant l'avis de l'homme sur l'implication de cette autonomisation dans son ménage. Ce choix est en partie également justifié par des contraintes budgétaires.

A.2. Quelques résultats

Tableau 4: Score moyen aux tests de français et de mathématique selon le statut bénéficiaire et la catégorie (enfants)

Variable	Obs.	Mean	Std. Dev.	Min	Max
BENEFICIAIRE PASSERELLE					
<i>Score total</i>	35	52.40418	25.1626	4.878048	90.2439
<i>Français</i>	35	55.95238	27.06515	8.333333	95.83334
<i>Maths</i>	35	47.39496	27.66225		0 94.11765
BENEFICIAIRE SOUTIEN SCOLAIRE					
<i>Score total</i>	202	52.51147	25.06193	7.317073	100
<i>Français</i>	202	57.11634	23.97672	8.333333	100
<i>Maths</i>	202	46.01048	30.81405		0 100
BENEFICIAIRE CLASSE UNIQUE					
<i>Score total</i>	78	32.14509	23.40006	2.439024	97.56097
<i>Français</i>	78	41.23932	24.47676	4.166667	100
<i>Maths</i>	78	19.30618	26.77899		0 94.11765
NON BENEFICIAIRE PASSERELLE					
<i>Score total</i>	50	45.41463	24.34486	7.317073	97.56097
<i>Français</i>	50	50.00	24.31021	8.333333	95.83334
<i>Maths</i>	50	38.94118	28.6181		0 100
NON BENEFICIAIRE SOUTIEN SCOLAIRE					
<i>Score total</i>	159	54.82436	27.37225		0 100
<i>Français</i>	159	59.19811	26.40262		0 100
<i>Maths</i>	159	48.64965	31.98488		0 100
NON BENEFICIAIRE CLASSE UNIQUE					
<i>Score total</i>	96	33.10467	22.4372		0 92.68292
<i>Français</i>	96	38.80208	23.15812		0 91.66666
<i>Maths</i>	96	25.06127	26.70852		0 100

Source : ENSEA - Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 5 : Résultats du test de MANOVA sur les scores de français et mathématique (enfants)

	Coef.	Std. Err.	T	P>t	[95% Conf. Interval]
Français					
Non Bénéficiaire	-.2766812	2.005335	-0.14	0.890	-4.214804 3.661442
SOUTIEN SCOLAIRE					
UNIQUE	5.541369	3.001136	1.85	0.065	-.35233 11.43507
CLASSE UNIQUE					
UNIQUE	-12.56645	3.278894	-3.83	0.000	-19.00561 -6.127281
Mathématique					
_cons	52.61373	2.934391	17.93	0.000	46.85111 58.37636

Non Bénéficiaire	2.021231	2.406848	0.84	0.401	-2.705392	6.747854
SOUTIEN SCOLAIRE	5.049462	3.602031	1.40	0.161	-2.024287	12.12321
UNIQUE	-19.86694	3.935402	-5.05	0.000	-27.59537	-12.13851
_cons	41.23319	3.521922	11.71	0.000	34.31676	48.14962

Source : ENSEA - Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 6 : Résultats du test de MANOVA sur les scores de français et mathématique (femmes)

	Coef.	Std. Err.	T	P>t	[95% Conf. Interval]	
Français						
Non Bénéficiaire	-0.2766812	2.005335	-0.14	0.890	-4.214804 3.661442	
SOUTIEN SCOLAIRE	5.541369	3.001136	1.85	0.065	-0.35233 11.43507	
UNIQUE	-12.56645	3.278894	-3.83	0.000	-19.00561 -6.127281	
_cons	52.61373	2.934391	17.93	0.000	46.85111 58.37636	
Mathématique						
Non Bénéficiaire	2.021231	2.406848	0.84	0.401	-2.705392 6.747854	
SOUTIEN SCOLAIRE	5.049462	3.602031	1.40	0.161	-2.024287 12.12321	
UNIQUE	-19.86694	3.935402	-5.05	0.000	-27.59537 -12.13851	
_cons	41.23319	3.521922	11.71	0.000	34.31676 48.14962	

Source : ENSEA - Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 7 : Score moyen aux tests de français et de mathématique selon le statut (femmes)

Variable	Obs.	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Bénéficiaire					
Score total	166	25.74106	30.70496	0	98.4127
Français	166	26.12673	31.20598	0	100
Maths	166	23.42704	31.28437	0	100
Non Bénéficiaire					
Score total	181	33.72797	33.387	1.587302	98.4127
Français	181	33.52773	34.0937	1.851852	100
Maths	181	34.9294	35.27537	0	100
Ensemble					
Score total	347	29.90714	32.33357	0	98.4127
Français	347	29.98719	32.906	0	100
Maths	347	29.42683	33.87015	0	100

Source : ENSEA - Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 8: Indicateurs de pauvreté selon le sexe du CM et la taille du Ménage

	PO	P1	P2	Taille (N)
Sexe du CM				
<i>Masculin</i>	0,44167	0,18269	0,10145	594
<i>Féminin</i>	0,30612	0,13318	0,07511	104
Taille du Ménage				
<i>Moins de 6</i>	0,32319	0,11415	0,05822	300
<i>6-9</i>	0,46789	0,20511	0,11613	331
<i>Plus de 10</i>	0,52778	0,23678	0,13837	107

Source : Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 9 : Principaux indicateurs du l'IPM

Indicateur	Ensemble
<i>Score de non pauvreté (1-IPM)</i>	0,76
<i>% des ménages non pauvre (1-H)</i>	45,90%
<i>% des ménages pauvre (H)</i>	54,09%
<i>Moyenne des scores de non privation des ménages pauvre</i>	0,53
<i>Moyenne des scores de privation des ménages pauvres (A)</i>	0,46
<i>N° Obs.</i>	699
IPM score	0,24

Source : Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 10 : Principaux indicateurs du l'indice de qualité de vie

Indicateur	Ensemble
<i>% des ménages avec une qualité de vie "inacceptable" (1-H)</i>	93,00%
<i>% des ménages avec une qualité de vie acceptable (H)</i>	7,00%
<i>N° Obs.</i>	699
Indice de qualité de vie	0,52

Source : Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 11: Statut dans l'activité des jeunes

	Bénéficiaire	Non Bénéficiaire	Ensemble
Employé/salarié	7.69	27.27	20.00
Travailleur pour compte propre	0.00	22.73	14.29
Aide-familiale (non rémunéré)	69.23	45.45	54.29

Apprenti / Stagiaire	23.08	4.55	11.43
Total	100.00	100.00	100.00

Source : ENSEA - Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 12 : Principaux indicateurs du WEAI selon le statut

Indicateurs	Bénéficiaire	Non Bénéficiaire	Ensemble
5DE (1-M0)	0,67	0,65	0,63
Score d'assujettissement (1-5DE) (Disempowerment score)	0,33	0,37	0,36
N (N° Obs.)	210	232	541
% des femmes autonomes (1-H)	0,4	0,4	41,35
% des femmes "assujetties" (H)	0,6	0,6	58,64
Moyenne des scores d'autonomisation 5DE pour les femmes assujetties (1-A)	0,44	0,38	0,35
Moyenne des scores d'assujettissement 1- 5DE pour les femmes autonome (A)	0,55	0,62	0,64

Source : Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016

Tableau 13 : Nombre de bénéficiaires par type d'activité et type de bénéficiaires

Localités	Communautés	Cibles				
		Enfants à risque d'échec	Enfants en dehors du système	Enfants déscolarisé	Femmes	Jeunes
ABOISSO	Songan	22				
ABOISSO	Dramanedougou		22			
ABOISSO	Sanhoukro			24		
ABOISSO	M'gbasso				30	
DUEKOUE	Tanokro	22				
DUEKOUE	Kouassikro		22			
DUEKOUE	Fayakro				30	
DUEKOUE	Belle ville					10
YAKRO	Bonikro	22		24	30	10
YAKRO	Tokohiri		22	24		
GAGNOA	Gbahiri	22				
GAGNOA	Amanititiekou		22			
GAGNOA	Kouamekro		22			
GAGNOA	Neko				30	
DIVO	Binao	23		24	30	
DIVO	Rogerokro		22		30	

TOTAL	111	132	96	180	20
--------------	-----	-----	----	-----	----

Source : *Données d'enquête TRECC projet B, Décembre 2016*